

# MARCHE PUBLIC DE SERVICES

## CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP) commun aux deux lots

### *L'Acheteur exerçant la Maîtrise d'ouvrage*

Ministère chargé des Transports  
Direction Interdépartementale des Routes Est

### *Représentant de l'Acheteur (RA)*

Monsieur le Directeur Interdépartemental des Routes Est

### *Objet du marché*

Location d'élévateurs et d'engins négatifs avec chauffeur pour des missions d'inspection et d'entretien sur le réseau routier national de la DIR Est

### *Remise des offres*

Date et heure limites de réception : 27 mai 2025 à 11 h 00  
(heure locale de l'adresse du Maître d'ouvrage)

# CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

## SOMMAIRE

	Pages
ARTICLE PREMIER. OBJET ET NORMES - DISPOSITIONS GENERALES.....	<a href="#">3</a>
1-1. Objet du marché et Normes.....	<a href="#">3</a>
1-2. Représentation de l'acheteur et forme des notifications.....	<a href="#">3</a>
1-3. Point de départ du délai d'exécution.....	<a href="#">4</a>
1-4. Passation de commandes.....	<a href="#">4</a>
1-5. Décomposition en tranches et en lots.....	<a href="#">5</a>
1-6. Sous-traitance.....	<a href="#">5</a>
1-7. Dispositions générales.....	<a href="#">5</a>
1-8. Ordres de service.....	<a href="#">8</a>
1-9 Règlement général sur la protection des données (RGPD).....	<a href="#">8</a>
ARTICLE 2. PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHE.....	<a href="#">9</a>
ARTICLE 3. PRIX - VARIATION DANS LES PRIX - REGLEMENT DES COMPTES.....	<a href="#">9</a>
3-1. Contenu des prix - Règlement des comptes.....	<a href="#">9</a>
3-2. Variation dans les prix.....	<a href="#">11</a>
3-3. Paiement direct des sous-traitants.....	<a href="#">13</a>
ARTICLE 4. DÉLAI D'EXÉCUTION - PENALTIES, PRIMES ET RETENUES.....	<a href="#">13</a>
4-1. Durée du marché et délai d'exécution.....	<a href="#">13</a>
4-2. Pénalités pour retard d'exécution.....	<a href="#">13</a>
4-3. Autres pénalités.....	<a href="#">14</a>
ARTICLE 6. PROVENANCE, QUALITE, CONTROLE ET PRISE EN CHARGE DES MATERIAUX ET PRODUITS.....	<a href="#">14</a>
ARTICLE 7. EXECUTION DU MARCHE.....	<a href="#">15</a>
7-1. Conditions d'exécution.....	<a href="#">15</a>
7-2. Conditions d'intervention.....	<a href="#">16</a>
7-3. Prescriptions particulières d'hygiène et de sécurité.....	<a href="#">16</a>
ARTICLE 8. CONTRÔLE ET ADMISSION.....	<a href="#">16</a>
8-1. Contrôle.....	<a href="#">16</a>
8-2. Admission.....	<a href="#">17</a>
ARTICLE 9. RESILIATION.....	<a href="#">18</a>
ARTICLE 10. DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX.....	<a href="#">19</a>

# CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

*Dans tout ce document, le code de la commande publique est désigné par l'abréviation CCP.  
Le terme "marché" désigne un "accord-cadre mono-attributaire à bons de commande"  
RA : Représentant de l'Acheteur*

## **ARTICLE PREMIER. OBJET ET NORMES - DISPOSITIONS GENERALES**

### **1-1. Objet du marché et Normes**

Les prestations, objet du présent marché, concernent la location d'élévateurs et d'engins négatifs avec chauffeur pour des missions d'inspection et d'entretien sur le réseau routier national de la DIR Est.

Le lieu d'exécution des prestations est le réseau routier national de la DIR Est et le réseau routier national mis à disposition de la Région Grand Est.

La description des prestations et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

Ces prestations doivent être conformes aux normes françaises homologuées ou équivalentes.

La référence des normes applicables figure dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

### **1-2. Représentation de l'acheteur et forme des notifications**

#### **1-2.1.** Représentation de l'acheteur pour l'exécution du marché

Pour les besoins de l'exécution du marché, les personnes physiques désignées ci-après sont habilitées à représenter le RA auprès du titulaire :

Le chef de service ou son représentant pour assumer les fonctions suivantes :

- a) Réception des communications du titulaire avec le RA, auxquelles il entend donner date certaine ainsi que la notification des décisions et communications de l'acheteur faisant courir un délai (article 2 du CCAG) ;
- b) Réception de la lettre recommandée du titulaire signalant les causes faisant obstacle à l'exécution du marché dans le délai contractuel ;
- c) Signature et notification, en tant que représentant de l'acheteur pour l'exécution du marché, des décisions d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet lorsque celles-ci résultent strictement de dispositions contractuelles (article 30 du CCAG).

#### **1-2.2.** Formes de notifications

Dans le cas où les notifications au titulaire devraient être effectuées à une adresse différente de celle figurant dans l'acte d'engagement, le titulaire est tenu de fournir l'adresse avant la notification du marché.

### **1-3. Point de départ du délai d'exécution**

Le bon de commande précise les conditions d'exécution.

Le délai d'exécution démarre à la date inscrite sur le bon de commande ou, à défaut, de la date de rectification de celui-ci.

### **1-4. Passation de commandes**

Les commandes successives sont adressées sous forme de bons de commandes signés par le Chef du Service Ouvrages d'Art, son adjoint ou son intérimaire. Ces bons de commande seront adressés par courrier électronique au titulaire pendant les jours et heures ouvrables, du lundi 8h00 au vendredi 18h00.

Le titulaire devra accuser réception dans le délai maximum de vingt-quatre heures par courrier électronique du bon de commande portant la date et l'heure de réception. Le rapport de transmission de l'acheteur fera foi en cas de contestation.

Avant de passer commande au SOA, le loueur devra prendre contact avec le titulaire pour définir quel modèle de véhicule correspond à son besoin, et valider la disponibilité de celui-ci dans le planning de réservation du titulaire.

Chaque bon de commande précise :

- La désignation du véhicule commandé (issu de l'offre)
- La date de l'intervention
- La durée commandée (en heures)
- Le montant plus-values éventuelles (travail de nuit, week-end ou jour férié, d'opérateur supplémentaire)
- Les éventuelles restrictions de circulation mises en place
- Les prix unitaires et/ou forfaitaires
- Le montant par catégorie/nature de produits
- Le montant de la commande hors taxe, le montant de la TVA, le montant TTC et l'éventuel coefficient de révision des prix
- Le lieu d'exécution de la prestation (département, commune, voie, point routier et abscisse)
- Le nom/identifiant de(s) l'ouvrage(s) concerné(s)
- Le numéro de la commande
- Le numéro du marché (13xxxxxxx)
- Le numéro d'Engagement Juridique du bon de commande (14xxxxxxx)
- Le numéro chorus du fournisseur (titulaire du marché)
- Les codes d'imputation budgétaires et centre de paiement.

L'acheteur confie au titulaire, pendant toute la durée de validité du marché précisée à l'article 3-1 de l'acte d'engagement, l'exécution de la totalité des prestations ci-dessus définies, suivant commandes faites au fur et à mesure des besoins.

### **1-5. Décomposition en tranches et en lots**

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches.-L'opération est allotie, les prestations sont réparties en 2 lots désignés ci-après :

Désignation des lots	
<b>Lot 1</b>	Location d'engins courants avec chauffeur pour des missions d'inspection et d'entretien sur le réseau routier national de la DIR Est
<b>Lot 2</b>	Location de passerelles négatives très grande capacité avec chauffeur pour des

Désignation des lots	
	missions d'inspection et d'entretien sur le réseau routier national de la DIR Est

## **1-6. Sous-traitance**

La sous-traitance ne peut intervenir qu'en cours d'exécution des prestations objet du marché.

Le titulaire doit joindre, en sus des renseignements exigés par l'article R.2193-1 du CCP, l'attestation d'assurance de responsabilité civile professionnelle visée à l'article 1-7.3. ci-dessous.

Tous les documents constituant les actes de sous-traitance seront entièrement rédigés ou traduits en langue française.

### **Méthodologie de la demande de sous-traitance**

Le formulaire de sous-traitance (DC4) signé des deux parties doit être envoyé à l'adresse suivante :

[pole-administratif-marches.bgam.sg.dire@developpement-durable.gouv.fr](mailto:pole-administratif-marches.bgam.sg.dire@developpement-durable.gouv.fr)

La signature électronique plus rapide est fortement recommandée.

Pour rappel, la combinaison signature électronique et manuscrite n'est pas réglementaire.

En cas de signature manuscrite, le formulaire de sous-traitance « papier » est à envoyer à l'adresse postale suivante :

**Direction interdépartementale des routes Est**  
**BGAM – Pôle administratif**  
**10-16 Promenade des Canaux**  
**BP 82120**  
**54021 Nancy Cedex**

Le montant maximal mentionné sur la DC4 devra être impérativement strictement inférieur au montant du bon de commande.

Il est à noter que dans la mesure où un même sous-traitant devrait effectuer des prestations sur plusieurs bons de commande, il est nécessaire de rédiger un acte de sous-traitance pour chaque bon de commande.

## **1-7. Dispositions générales**

Le titulaire s'engage à fournir tous les 6 mois à compter de la notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l'honneur notamment prévues à l'article D8222-5 ou D8222-7 du code du travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition, gratuitement, à l'adresse suivante : <https://www.e-attestations.com>

Tous les actes rapportés à ce marché, cités sur le site de la Direction des Affaires juridiques du MINEFI, à cette adresse : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-marches-publics> et se rapportant à la phase d'exécution de ce marché, seront signés obligatoirement par signature électronique, dont les spécifications seront conformes à l'annexe 12 du CCP.

### **1-7.1. Mesures d'ordre social - Application de la réglementation du travail**

Le titulaire est soumis aux obligations résultant des lois et règlements relatives à la protection de la main d'œuvre et aux conditions du travail.

Le titulaire doit être en mesure de justifier pour lui-même et ses sous-traitants quel que soit leur rang, sur simple demande du RA, du respect des obligations prévues par les huit conventions

fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail.

Il devra, sur demande du RA, communiquer les documents justificatifs et permettre l'accès à l'ensemble de ses lieux de travail et de ceux de ses sous-traitants.

En cas d'infraction constatée, le marché pourra être résilié dans les conditions définies à l'article 7 du CCAG.

Dans le cas de groupement, le respect de ces mêmes obligations par les cotraitants doit être assuré à la diligence et sous la responsabilité du mandataire.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire, qu'il soit étranger ou non, doit remettre à l'acheteur la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail.

## **1-7.2.** Dispositions applicables en cas d'intervenants étrangers ou de travailleurs détachés

### **1-7.2.1.** Intervenants étrangers

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

Si le titulaire est étranger et n'a pas d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA.

En application des articles D.8222-7 et 8 du Code du Travail, le titulaire, s'il est établi ou domicilié à l'étranger, est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire doit remettre à l'acheteur la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail.

La monnaie de compte du marché est **l'euro**. Le prix, libellé en **euros**, reste inchangé en cas de variation de change.

Si le titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance doit comprendre, outre les pièces prévues à l'article R.2193-1 du CCP, une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse ainsi rédigée :

"J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance du marché N°..... du ..... ayant pour objet .....

Mes demandes de paiement seront libellées **en euros** et soumises aux modalités

de l'article 3-1 du présent CCAP. Leur prix restera inchangé en cas de variation de change. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français."

En application de l'article L.1262-4-1 du code du travail, lorsque le titulaire ou le sous-traitant procède à un détachement de travailleurs, il fournit à l'acheteur une copie de la déclaration de détachement effectuée auprès de l'inspection du travail.

#### 1-7.2.2. Lutte contre les prestations de services internationales illégales

##### a/ Désignation d'un représentant du titulaire

Le titulaire établi hors de France qui détache des salariés pour l'exécution du présent marché public doit conformément aux articles L. 1262-1-1 et R. 1263-2-2 du code du travail désigner sur le territoire français un représentant, unique interlocuteur de l'inspection du travail pendant toute la durée du détachement.

##### b/ Documents à produire

- Avant chaque détachement, le représentant désigné par le titulaire doit transmettre à l'acheteur les documents suivants :
- Une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité départementale mentionnée à l'article R. 1263-4-1, conformément aux dispositions de l'article R. 1263-6-1 du code du travail, concernant :
  - les salariés détachés par ses soins,
  - les salariés détachés par les soins de ses sous-traitants quel que soit leur rang dans la chaîne de sous-traitance,
  - ainsi que les salariés détachés par toute entreprise de travail temporaire située hors de France sollicitée dans le cadre de l'exécution du présent marché par le titulaire. ou ses sous-traitants quel que soit leur rang.
- Une copie du document désignant le représentant susmentionné.
- Le représentant du titulaire doit veiller au respect de ces obligations. Faute pour le titulaire de se conformer à ces obligations, l'acheteur, après mise en demeure préalable de se mettre en conformité avec la réglementation du travail dans un délai de huit jours, résilie le marché aux torts du titulaire dans les conditions définies à l'article 7 du CCAG.

### **1-7.3.** Assurances

Les titulaires et leurs sous-traitants éventuels doivent être garantis par une police destinée à couvrir leur responsabilité civile en cas de préjudices causés à des tiers, y compris l'acheteur public, à la suite de tout dommage corporel, matériel et immatériel consécutif ou non, du fait de l'opération avant ou après son exécution.

Leurs polices doivent apporter les minimums de garantie suivants :

- dommages corporels : 4 500 000 € par sinistre ;
- dommages matériels et immatériels : 750 000€ par sinistre et par année.

Pour justifier l'ensemble de ces garanties et par dérogation à l'article 8 du CCAG, les titulaires doivent fournir une attestation avant la notification du marché, émanant de leur compagnie d'assurance, ainsi que les attestations de leurs sous-traitants répondant aux mêmes conditions de garantie. Ils doivent adresser ces attestations à l'acheteur dans le mois qui suit la date d'expiration de la garantie antérieure, pendant toute la durée de leur mission. Sur simple demande de l'acheteur, les titulaires doivent justifier à tout moment du paiement de leurs primes ainsi que de celles de leurs sous-traitants.

## **1-7.4. Clauses sociales et environnementales**

### **1-7.4.1. Clauses sociales**

La maison de l'Emploi de Nancy a été consultée. Elle a statué qu'au vu des spécificités de ce marché sur la location d'engins et les qualifications requises pour les chauffeurs, elle ne préconise pas de prévoir une clause d'insertion sur ce marché.

### **1-7.4.2. Clauses environnementales**

Le titulaire veillera à l'intégration de l'aspect environnemental dans ses interventions, notamment en termes de :

- maîtrise de situations d'urgence telles que des fuites de fluides polluants,

Le titulaire pourra justifier de l'existence d'une procédure interne d'urgence à appliquer selon le type de pollution accidentelle rencontrée (fuite de carburant, fuite d'huile...) ; Il pourra justifier également de la formation de ses agents à ces risques ; Le titulaire présentera des moyens matériels adaptés pour gérer ces situations d'urgence.

- formation des chauffeurs à l'écoconduite,

Le titulaire pourra justifier d'une démarche de développement de l'écoconduite de ses chauffeurs au sein de la société ; Il pourra attester de la formation de ses agents à ces pratiques, et fournir un taux de chauffeurs déjà formés.

- de renouvellement ou modernisation de flotte vers des véhicules plus efficaces.

Le titulaire devra démontrer son engagement dans une démarche visant à renouveler ou à moderniser sa flotte de véhicules vers des modèles plus efficaces, et justifier sur quels critères sont faits ces choix. Il remplira également le tableau de renouvellement des véhicules. Ce tableau vise à lister, pour chaque lot, quels seront les véhicules concernés par une modernisation ou un renouvellement dans les 4 années à venir.

## **1-8. Ordres de service**

Les modalités d'exécution des prestations sont définies dans les bons de commande.

Les ordres de service sont notifiés par le représentant de l'acheteur, désigné lors de la notification du marché, au titulaire dans les conditions de l'article 3.8 du CCAG.

## **1-9 Règlement général sur la protection des données (RGPD)**

Pour l'application du présent article, le responsable du traitement au sens du règlement européen 2016-679 du Parlement Européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, est l'acheteur et le titulaire du marché public.

Le présent article a pour objet de définir les conditions dans lesquelles le titulaire du marché public s'engage à effectuer pour le compte de l'acheteur les opérations de traitement de données à caractère personnel définies ci-après.

Dans le cadre du présent marché public, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, notamment le RGPD et la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.



## **ARTICLE 2. PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHE**

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG, les pièces contractuelles du marché sont les suivantes par ordre de priorité :

### **A – Pièces contractuelles :**

- L'acte d'engagement (AE) par lot (**daté et signé par les représentants habilités des parties au moment de la notification**);
- La liste des prix unitaires et forfaitaires (LPUF) **par lot** ;
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de fournitures courantes et de services ;
- Le tableau de renouvellement des véhicules.

### **B – Pièces non contractuelles**

- Le mémoire technique fourni dans l'offre ;
- Le Document Financier (DF) de chaque lot.

## **ARTICLE 3. PRIX - VARIATION DANS LES PRIX - REGLEMENT DES COMPTES**

### **3-1. Contenu des prix - Règlement des comptes**

#### **3-1.1.** Contenu des prix

Les prix du marché sont hors TVA et sont établis selon :

- Les dispositions de l'article 9 du CCAG ;
- En tenant compte des dépenses liées aux mesures particulières concernant la Sécurité et la Protection de la Santé (SPS), de la notification du marché à la fin du délai de garantie de parfait achèvement. Ceci concerne tout particulièrement les opérations de visite des ouvrages sur site ;
- En tenant compte de la conformation des sites de travail et des conditions d'accès aux ouvrages ;
- En tenant compte des sujétions d'exécution particulières suivantes :
  - la présence et la préservation de réseaux ;

- l'établissement du Plan d'Assurance de la Qualité ;
- l'établissement du Plan de Prévention et de la demande d'intervention sur réseau ;
- les contrôles intérieurs et extérieurs ;
- l'exploitation du domaine public ou privé.

– En considérant comme normalement prévisibles les intempéries et autres phénomènes naturels indiqués ci-après :

Les conditions atmosphériques et les inondations lorsqu'elles rendent dangereux ou impossible l'accomplissement du travail eu égard soit à la santé ou à la sécurité des salariés, soit à la nature ou la technique du travail à accomplir seront considérées comme des intempéries, et le travail ne peut être exécuté. Il s'agit des conditions suivantes :

- température  $< 0^{\circ}\text{C}$  au moment de l'exécution de la prestation
- ou
- précipitations de plus de 10 mm/jour.

Le titulaire devra s'enquérir auprès d'un service de prévision météo reconnu, comme Météo France, la veille d'une intervention sur le terrain, des conditions météorologiques prévisibles. Si elles justifient a priori une intempérie, le titulaire devra informer le Service OA de la DIR Est et le Service signataire de la commande concernée au plus tard avant 15h00 la veille. Le titulaire devra décommander les éventuels moyens d'accès dont il a la charge, sans que cela puisse donner lieu à indemnisation de la part de la DIR Est.

Ces seuils constituent des intempéries qui suspendent l'exécution du marché. Il incombe au titulaire de fournir pour chaque d'ouvrage, les données de la station météo du poste météorologique le plus proche de l'ouvrage à inspecter, dont les relevés feront foi. La durée d'exécution de la prestation relative à un ouvrage sera prolongée. Les prestations faites dans les conditions météorologiques justifiant d'une intempérie ne seront pas acceptées par le RA.

**3-1.2.** Les prestations faisant l'objet du marché sont réglées par application des prix unitaires et/ou forfaitaires dont le libellé est donné dans la liste des prix.

**3-1.3.** Modalités du règlement des comptes du marché

Les missions seront payées en totalité, après validation de la bonne exécution de la commande par le RA.

**3-1.4.** Modalités de transmission et de paiement

**3-1.4.1 Modalités de transmission des pièces de paiement**

Les factures sont transmises par voie dématérialisée.

La transmission des factures sous forme dématérialisée s'effectue après inscription sur le portail « Chorus Pro » depuis le lien suivant :

<https://chorus-pro.gouv.fr>

Les modalités d'utilisation du portail "Chorus Pro" sont disponibles en cliquant sur le lien suivant : <https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr>

Un abonnement préalable à l'espace « factures de travaux » dans Chorus Pro (un temps de validation à cet espace est requis depuis les données de votre compte) est nécessaire.

Les documents doivent être déposés en utilisant les codes suivants :

- Cadres de facturation : A4 : projet de décompte mensuel  
ou
- Cadres de facturation A7 : Projet de décompte final
- Destinataire : SIRET DE L'ETAT 11000 201 100 044
- Code du service exécutant ; CGFB200067 de la dépense
- Numéro de l'Engagement Juridique (EJ) du marché : 13xxxxxxx
- Numéro (EJ) du bon de commande : 14xxxxxxx.

Les factures dématérialisées adressées devront comporter obligatoirement, les mentions prévues à l'article D.2192-2 du CCP ainsi que :

- Le numéro de marché : 13xxxxxxx
- Le n° d'EJ du bon de commande en 14xxxxxxx

#### 3-1.4.2 Modalités de paiement

Le délai global de paiement est fixé à 30 jours, modalité en vigueur.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles L.2192-12 à L.2192-14 et R.2192-31 à R.2192-34 et R.2192-36 du CCP au bénéfice du titulaire et des sous-traitants payé directement. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

### **3-2. Variation dans les prix**

Les répercussions sur les prix du marché des variations des éléments constitutifs du coût des prestations sont réputées réglées par les stipulations ci-après :

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG, la variation des prix ne s'applique pas aux indemnités, pénalités, retenues ou primes.

**3-2.1.** Les prix sont révisibles par application d'une formule représentative de l'évolution du coût des prestations et suivant les modalités fixées aux articles 3-2.3 et 3-2.4.

**3-2.2.** Mois d'établissement des prix du marché

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise des offres, comme indiqué en page 1 de l'Acte d'Engagement (AE).

Ce mois est appelé "mois zéro" ( $m_0$ ).

**3-2.3.** Choix des index de référence

Les index de référence ***I*** choisis en raison de leurs structures pour la révision des prestations faisant l'objet de **l'ensemble des lots** sont :

Index	Désignation
10764839	Véhicules utilitaires
TRTP	Transports routiers pour les travaux publics

Ces index sont publiés :

- sur le site internet de l'INSEE ;
- au Bulletin Officiel du ministère en charge du calcul des index BTP ;

Les index de référence sont appliqués aux prix suivants :

Lot	Index	Prix
1	10764839	Du prix n° PA1 au prix n° OW1
2	10764839	Du prix n° NE11 au prix n° OW2

### **3-2.4.** Modalités de révision des prix

Le coefficient de révision  $C_n$  est donné par la formule :

$$C_n = (I_n / I_0)$$

avec :  $I_0$  = Valeur de l'index de référence  $I$  prise au mois d'établissement des prix ;

$I_n$  = Valeur du dernier index de référence  $I$  définitif connu à la date anniversaire de la reconduction du marché

### **3-2.5.** Application de la taxe à la valeur ajoutée

Sauf dispositions contraires, tous les montants figurant dans le présent marché, sont exprimés hors TVA.

Les pénalités de retard sont considérées comme des indemnités ayant pour objet de réparer un préjudice subi par l'acheteur du fait du retard pris par le titulaire dans l'exécution de ses obligations contractuelles, elles sont donc situées hors du champ d'application de la TVA.

Le montant des sommes dues est calculé en appliquant les taux de TVA en vigueur à la date du fait générateur de la TVA.

Dans le cadre de la liquidation de la TVA,

- le titulaire étranger implanté dans un état de l'Union Européenne n'ayant pas d'établissement en France, doit faire apparaître sur ses demandes de règlement, que la TVA est due par l'acheteur et mentionner les dispositions du Code général des impôts (article 283-1) justifiant que la taxe n'est pas collectée par le titulaire (autoliquidation) ;
- le titulaire étranger implanté hors Union Européenne devra désigner un représentant chargé d'acquitter la TVA dans les conditions de l'article 289A du Code Général des Impôts.

Ces dispositions s'appliquent aussi au titulaire à l'égard de ses sous-traitants étrangers payés directement par le RA. Le RA règle le sous-traitant étranger sur la base d'une facture hors taxe et la TVA afférente au titulaire.

### **3-3.** Paiement direct des sous-traitants

Le paiement direct des sous-traitants est effectué selon les modalités des articles R.2193-10 à R.2193-16 du CCP.

## **ARTICLE 4. DÉLAI D'EXÉCUTION - PENALTIES, PRIMES ET RETENUES**

### **4-1. Durée du marché et délai d'exécution**

La réception sera validée par l'admission des prestations pour l'acheteur, si elles répondent aux stipulations du marché.

Le titulaire devra remettre une facture par bon de commande (correspondant au bon de commande annuel) et le paiement peut être partiel (au maximum une facturation partielle par bon de commande), détaillant la réalisation de 100 % des prestations commandées.

En fonction de la consistance de la commande, le délai d'exécution (ou l'échéance d'exécution) sera précisé dans chaque bon de commande.

### **4-2. Pénalités pour retard d'exécution**

Les pénalités pour retard d'exécution sont encourues sans qu'une mise en demeure préalable ne soit nécessaire.

Deux types de pénalités sont retenus : des pénalités horaires ou par jours calendaires.  
sera précisée dans le bon de commande.

Pour chaque commande, en cas de retard dans les prestations, les pénalités suivantes s'appliquent selon la catégorie de la voie :

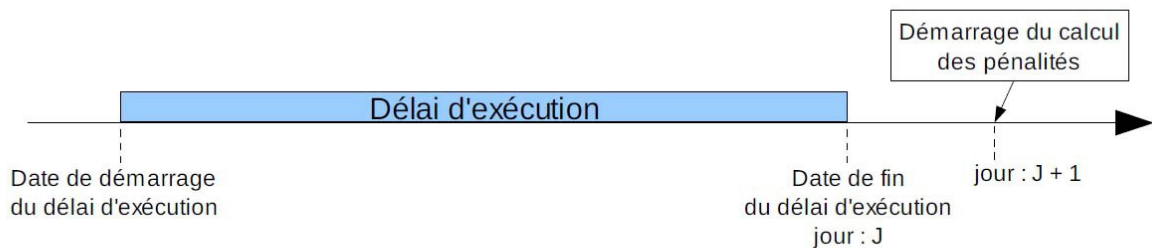
Catégorie de voies	Pénalité par jour calendaire	Pénalité horaire
VRU (voie rapide urbaine)	500 € HT/J	400 € HT/H
LA (liaison autoroutière)	400 € HT/J	250 € HT/H
RIR (réseau Inter-régional)	250 € HT/J	150 € HT/H

L'application d'une pénalité par jour calendaire ou d'une pénalité horaire dépend du niveau de précision indiqué au bon de commande. Ainsi, si la date de fin des délais d'exécution précise l'heure de remise sous circulation, en cas de retard les pénalités horaires s'appliquent, sinon, seules les pénalités par jour calendaire seront appliquées.

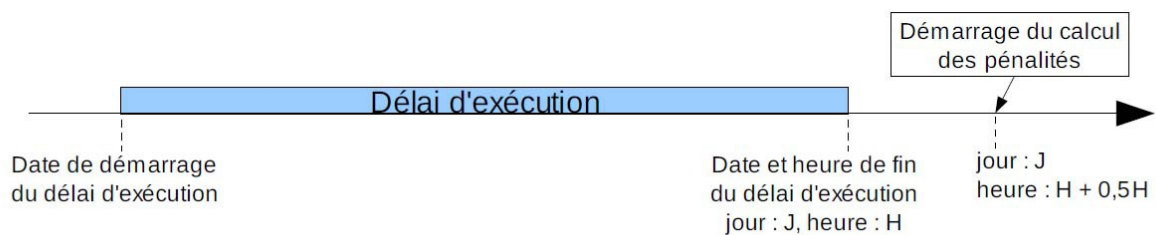
Le retard débute à compter de la date de démarrage du délai à laquelle a été ajoutée la durée du délai d'exécution augmenté d'un jour pour les pénalités par jours calendaires, d'une demi-heure pour les pénalités horaires. Les pénalités horaires s'appliquent au prorata du temps dépassé.

Schémas récapitulatifs :

**Pénalités par jour calendaire :**



**Pénalités horaires :**



**4-3. Autres pénalités**

Les dispositions de l'article 14 du CCAG s'appliquent à toutes les pénalités autres que retard d'exécution, sans qu'une mise en demeure préalable ne soit nécessaire.

**ARTICLE 6. PROVENANCE, QUALITE, CONTROLE ET PRISE EN CHARGE DES MATERIAUX ET PRODUITS**

La norme française transposant la norme européenne constitue la référence technique qui doit être respectée par les produits.

Lorsqu'une spécification technique est définie par référence à une norme ou à un label, le soumissionnaire prouve dans son offre, par tout moyen approprié, que les solutions qu'il propose respectent de manière équivalente cette spécification.

Lorsqu'une spécification technique est définie en termes de performances ou d'exigences fonctionnelles, le soumissionnaire prouve, par tout moyen approprié, que son offre est conforme à des normes ou documents équivalents qui eux-mêmes correspondent aux performances ou exigences fonctionnelles exigées.

Toute demande formulée par le titulaire et tendant à faire jouer la clause d'équivalence doit être présentée au maître d'œuvre avec tous les documents justificatifs, au minimum un mois avant tout acte qui pourrait constituer un début d'approvisionnement.

## **ARTICLE 7. EXECUTION DU MARCHE**

Toutes les stipulations du CCAG sont applicables.

### **7-1. Conditions d'exécution**

#### **7-1.1.** Accès, consignes, personnel et moyens du titulaire

Le titulaire doit fournir à l'acheteur, dans le délai de 8 jours à dater de la notification du bon de commande, la liste nominative du personnel appelé à intervenir sur le projet et conforme à l'offre remise par le titulaire. Cette liste est tenue à jour lors de tout mouvement de personnel. Elle sera dans tous les cas soumise à validation de l'acheteur.

Le personnel du titulaire possède les qualifications requises pour l'exécution des tâches qui leur sont confiées.

Le titulaire désigne en outre un responsable qui est l'interlocuteur habituel de l'acheteur. Tout changement de ce responsable est soumis à l'agrément préalable de l'acheteur.

Le personnel d'intervention du titulaire est soumis :

- aux dispositions générales prévues par la législation du travail ;
- au règlement intérieur de l'établissement.

Le RA se réserve le droit à tout moment, et sans avoir à en justifier, de demander le remplacement de tout membre du personnel du titulaire ou même de lui refuser l'accès des lieux en toute ou partie.

Il est interdit à toute personne de pénétrer dans des espaces ou des locaux qui n'exigent pas son intervention.

Le titulaire met en place à ses frais l'ensemble des moyens conformes à la bonne exécution de ses prestations, notamment :

- L'outillage ;
- Les équipements de rangement des locaux de maintenance en complément de ceux fournis ;
- Les équipements de manutention ;
- Les échelles, échafaudages, plates-formes, platelages ;
- Les protections ;
- Les tenues de travail ;
- Les équipements de recherche de personnes (bips, talkie walkie...) ;
- Les moyens d'accès à l'ouvrage visité, à l'initiative du titulaire (y compris nacelle positive si nécessaire) ;
- Les dispositifs d'exploitation (signalisation, etc) exigés par l'exploitant du réseau secondaire, le cas échéant.

#### **7-1.2.** Dispositif de sécurité

Le titulaire qui, pour son intervention, a déplacé un dispositif de sécurité collectif, a l'obligation et la charge de le remettre en place immédiatement.

Les dispositifs de sécurité mis en place par le titulaire pour son intervention personnelle ne peuvent être déplacés ou modifiés que par celui-ci.

## **7-2. Conditions d'intervention**

La période d'intervention s'étend de huit heures à dix-huit heures, du lundi au vendredi, jours fériés exclus.

Pour certaines interventions, les contraintes d'exploitation peuvent impliquer des périodes d'intervention de nuit, de week-end ou de jour fériés. Dans le cas de contraintes ferroviaires ou fluviales, le titulaire devra se plier aux créneaux définis par le gestionnaire du réseau ou du cours d'eau en question.

## **7-3. Prescriptions particulières d'hygiène et de sécurité**

Il est fait application des dispositions suivantes :

- Les dispositions des articles R.4511-1 à 11, R.4512-1 à 16, R.4513-1 à 13, R.4514-1 à 10, R.4515-1 et 4 à 11 du Code du Travail n'ont pas pour effet d'affecter les règles relatives aux responsabilités respectives des chefs d'entreprises à l'égard de leur propre personnel.
- Dans la suite du présent article et en application de l'article R.4511-9 du Code du Travail, le terme "chef d'entreprise" s'applique au chef d'entreprise ou à son représentant habilité.

Dispositions à prendre pendant l'exécution des prestations sur le site

**A** - Il est rappelé qu'en application des articles R.4512-15 et 16 du Code du Travail, les chefs d'entreprises extérieures doivent, avant le début d'exécution des prestations et sur le lieu même de leur exécution, faire connaître à l'ensemble des salariés qu'ils affectent à ces prestations, les dangers spécifiques auxquels ils sont exposés et les mesures prises pour les prévenir.

**B** - Les chefs d'entreprises mettent en œuvre les mesures prévues par le plan de prévention.

A son initiative ou à la demande d'un chef d'entreprise extérieure, le chef d'entreprise utilisatrice organise une ou des inspection(s) et réunion(s) auxquelles les chefs d'entreprises extérieures convoqués doivent obligatoirement participer. Les mesures décidées à l'occasion de ces inspections ou réunions font l'objet d'une mise à jour du plan de prévention.

**C** - Le chef d'entreprise extérieure informe le chef d'entreprise utilisatrice de l'intervention de nouveaux salariés sur le site. Il est tenu de procéder à l'information de ces nouveaux salariés conformément au A du présent article.

## **ARTICLE 8. CONTRÔLE ET ADMISSION**

### **8-1. Contrôle**

Le RA pourra missionner des agents du Service Ouvrages d'Art pour contrôler la conformité des prestations vis à vis du bon de commande.

Un contrôle :

- quantitatif : dénombrement des personnels et durées prévues ;
- qualitatif : respect des caractéristiques techniques des véhicules commandés, ainsi que des modalités d'utilisation (décrites au CCTP du présent marché).



## **8-2. Admission**

À la suite de ces contrôles, l'admission sera réputée acquise tacitement, sous réserve du respect des conditions jusqu'à la fin des prestations se rapportant à la commande.

En cas de non-conformité, la commande pourra, dans les conditions fixées aux articles du CCAG être refusée et donner lieu à une nouvelle exécution ou être acceptée en l'état.

### **8-2.1. Délais d'admission des prestations**

L'approbation consiste en l'acceptation par le Représentant de l'Acheteur des prestations conformes aux prescriptions du marché. Elle passe par la production d'une décision d'admission signée et transmise par le commanditaire (constat d'intervention)

Nota : En interne à la DIR-EST, le Service Ouvrages d'Art produira une attestation du service fait (ASF), jointe à cette décision, pour le paiement des factures.

Conformément à l'art. 28-2 du CCAG, les décisions relatives à cette admission doivent intervenir avant l'expiration du délai de vérification des prestations de 15 jours.

Conformément à l'art. 29 du CCAG, si cette décision n'est pas notifiée au titulaire dans le délai de vérification ci-dessus, la prestation est considérée comme admise avec effet à compter de l'expiration du délai (admission tacite).

Les délais d'admission des prestations courent à compter de la date de fourniture des documents attendus.

### **8-2.2. Réfaction**

Par dérogation à l'article 30.3 du CCAG, la décision motivée d'admission avec réfaction est, sans autre formalité, notifiée au titulaire. Lorsque l'acheteur estime que des prestations ne satisfont pas entièrement aux conditions du marché, mais qu'elles présentent des possibilités d'admission en l'état, il notifie au titulaire une décision motivée de les admettre avec réfaction, c'est-à-dire entraînant une réduction de prix selon l'étendue des imperfections constatées. Le titulaire dispose d'un mois pour présenter ses observations ou adresser une lettre de réclamation au sens de l'article 46 du CCAG ; passé ce délai, il est réputé avoir accepté la décision de l'acheteur. Si le titulaire formule des observations, l'acheteur dispose ensuite d'un mois pour confirmer sa décision ou pour notifier une nouvelle décision. A défaut d'une telle notification dans ce délai, l'acheteur est réputé avoir accepté les observations du titulaire.

### **8-2.3. Ajournement**

L'admission peut être assortie de conditions à prendre en compte par le titulaire dans un délai fixé par le RA et soumis aux dispositions du présent CCAP.

Par l'article 30 du CCAG FCS, le silence de l'acheteur ne vaut pas décision de rejet des prestations.

Suite à une décision d'ajournement, le RA dispose, pour admettre les prestations, après présentation par le titulaire des prestations modifiées, des mêmes délais que ceux indiqués ci-dessus.

### **8-2.4. Rejet**

Suite à une décision de rejet, le RA dispose, pour admettre les prestations, après présentation par le titulaire des prestations modifiées, des mêmes délais que ceux indiqués ci-dessus. Délais indiqués dans le CCAG.

## ARTICLE 9. RESILIATION

Dans l'hypothèse où le titulaire disparaîtrait par fusion, fusion-absorption ou absorption avec ou par une autre société, il est précisé que la mise au point de l'avenant de transfert est subordonnée à la réception immédiate par le RPA des documents énumérés à l'article 3.4.2 du CCAG complétés par l'acte portant la décision de fusion, fusion-absorption ou absorption et la justification de son enregistrement légal.

A défaut, le maître d'ouvrage se réserve le droit de résilier le marché en application de l'article 49 du CCAG.

Sans préjudice des dispositions de l'article 46.3.1 du CCAG :

- L'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R.2143-6 à R.2143-10 du CCP peut entraîner, sans mise en demeure préalable, la résiliation du marché pour faute du titulaire, par décision du RPA, aux frais et risques du déclarant.
- Dans l'hypothèse où le titulaire ne produit pas les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 et 8 du Code du Travail conformément aux articles R.2143-6 à R.2143-10 du CCP ou aux articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail, le maître d'ouvrage peut, après mise en demeure restée infructueuse, résilier le marché, sans que le titulaire puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, faire exécuter les prestations à ses frais et risques.

Lorsque le titulaire est, au cours de l'exécution du marché, placé dans l'une des situations mentionnées aux articles L.2141-1 à L.2141-11 du CCP ayant pour effet de l'exclure d'un marché, le RA peut résilier le marché pour ce motif, conformément aux articles L.2195-1 à L.2195-6 du CCP.

Si le titulaire ne déclare pas sans délai sa mise en redressement judiciaire conformément à l'article L.2195-4 du CCP, le RA peut résilier le marché dans les conditions de l'article 49 du CCAG.

Dans le cas de résiliation pour faute du titulaire nécessitant une mise en demeure, cette dernière doit être notifiée par écrit et assortie d'un délai ; à défaut d'indication de délai, le titulaire dispose d'un mois à compter de la notification de la mise en demeure, pour satisfaire aux obligations de celle-ci ou pour présenter ses observations.

Les excédents de dépenses résultant de la passation d'un autre marché, après résiliation, sont prélevés sur les sommes qui peuvent être dues au titulaire, sans préjudice des droits à exercer contre lui en cas d'insuffisance. Les diminutions éventuelles de dépenses restent acquises au maître d'ouvrage.

Dans le cas où le RA résilie pour motif d'intérêt général, le pourcentage d'indemnisation prévu au premier alinéa de l'article 46.4 du CCAG est fixé à 5%.

Dans le cadre d'une résiliation nécessitant l'inventaire des matériaux approvisionnés ainsi que l'inventaire descriptif du matériel et des installations de chantier, le titulaire, ou ses ayants droits, tuteur, administrateur, ou liquidateur seront convoqués par lettre recommandée avec avis de réception postale ou sous forme électronique dans les conditions fixées ci-dessus.

Après mise en demeure restée sans effet dans un délai de deux mois et en application de l'article L8222-6 du Code du travail le RA se réserve la possibilité de résilier le marché en cas de non-respect des articles L8221-3 à L8221-6 sur le travail dissimulé.

## **ARTICLE 10. DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX**

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCAP et du RC sont apportées aux articles suivants des documents et des normes françaises homologuées ci-après :

### **a) CCAG :**

CCAP 1-7.3	déroge à l'article	8 du CCAG
CCAP 2	déroge à l'article	4.1 du CCAG
CCAP 3-2	déroge à l'article	9.4 du CCAG
CCAP 8.2.2	Déroge à l'article	30.3 du CCAG

### **b) RC**

RC 3-2	déroge à l'article	4.1 du CCAG
--------	--------------------	-------------